



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
12 octobre 2015
Français
Original : anglais

Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Huitième session

New York, 9-11 juin 2015

Compte rendu analytique de la 1^{re} séance

Tenue au Siège, à New York, le mardi 9 juin 2015, à 10 heures

Président temporaire : M. Eliasson (Secrétaire général adjoint)

Président : M. Oh Joon (République de Corée)

Puis : M. Guilherme de Aguiar Patriota (Vice-Président) (Brésil)

Sommaire

Ouverture de la huitième session de la Conférence des États parties

Élection des membres du Bureau

Adoption de l'ordre du jour

Organisation des travaux

Questions relatives à l'application de la Convention

a) Débat général

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

15-09297X (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 10.

Ouverture de la huitième session de la Conférence des États parties

1. **Le Président temporaire**, s'exprimant en tant que représentant du Secrétaire général, déclare ouverte la Conférence des États parties.

Élection des membres du Bureau

2. *M. Oh Joon (République de Corée) est élu Président de la Conférence par acclamation.*

3. *M. Guilherme de Aguiar Patriota (Brésil), M. Cardì (Italie), M. Winid (Pologne) et M. Manongi (Tanzanie) sont élus Vice-Présidents par acclamation.*

4. *M. Oh Joon (République de Corée) prend la présidence.*

Adoption de l'ordre du jour (CRPD/CSP/2015/1)

5. *L'ordre du jour est adopté.*

Organisation des travaux

Accréditation d'organisations non gouvernementales

6. **Le Président** appelle l'attention sur la liste des organisations non gouvernementales souhaitant être accréditées à la Conférence, distribuée par le secrétariat aux États parties le 11 mai 2015. Il croit comprendre que les États parties souhaitent donner suite à ces requêtes.

7. *Il en est ainsi décidé.*

8. **Le Président** dit que la protection et la promotion de la dignité et des droits de l'homme constituent l'un des principaux axes du travail des Nations Unies et que de grands progrès ont été accomplis en adoptant des conventions internationales sur les droits des minorités et des groupes sociaux les plus vulnérables. Au cours des neuf années écoulées depuis l'adoption de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la communauté internationale a adopté d'importantes mesures pour faire progresser sa mise en œuvre. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser les objectifs de la Convention et pour créer des sociétés sans discrimination et sans exclusion. L'accent devrait être placé sur l'égalité des chances des personnes handicapées dans les domaines de l'éducation, de la

santé, de la prestation de services, de l'emploi et dans tous les autres aspects de la vie quotidienne. Le défi confrontant les 154 États parties à la Convention est de traduire leurs solides engagements en actions concrètes pour obtenir des résultats tangibles sur le terrain.

9. En dépit des progrès réalisés, des efforts renouvelés s'avèrent nécessaires pour changer la vie de plus d'un milliard de personnes dans le monde vivant avec un handicap. Au terme des objectifs du Millénaire pour le développement de 2015, les États Membres des Nations Unies sont sur le point d'adopter un nouveau programme de développement pour l'après-2015 axé sur l'inclusion et la participation dans le cadre du développement durable. Dans ce contexte, le Bureau, en consultation avec les membres des groupes régionaux, a choisi pour thème principal de la huitième session de la Conférence des États parties « L'intégration des droits des personnes handicapées dans le programme de développement pour l'après-2015 ».

10. Le premier sous-thème – Prise en compte systématique du handicap dans la réduction de la pauvreté et des inégalités – est à la fois important et vient à point nommé en reconnaissant les liens entre la pauvreté et le handicap. Le second sous-thème – Amélioration des données et des statistiques sur le handicap : objectifs et difficultés – souligne l'importance de rassembler, d'analyser et d'utiliser des données de qualité et des statistiques fiables pour fonder les politiques de développement et pour évaluer et suivre la mise en œuvre de politiques et des programmes. Le troisième sous-thème – Vulnérabilité et exclusion des personnes handicapées – a été choisi pour souligner que l'inclusion sauve des vies dans les catastrophes et dans les crises humanitaires, et que les personnes handicapées et leurs organisations devraient être systématiquement consultées et devraient participer à toutes les étapes des programmes de développement. Il se propose de rechercher activement les options possibles pour renforcer la coopération entre les États parties, les entités du système des Nations Unies, la société civile et d'autres parties prenantes pour faire avancer la mission commune de promouvoir la prise en compte systématique du handicap dans tous les aspects du développement et de la société.

11. **M. Eliasson** (Secrétaire général adjoint) dit qu'il se rappelle distinctement l'adoption de la Convention en 2006 quand il était Président de l'Assemblée

générale. À l'époque, il l'avait caractérisée comme étant la première Convention de grande ampleur du siècle. Le message fondamental subsiste, à savoir que tous les êtres humains sont égaux et qu'il est essentiel de ne jamais cesser de respecter cette affirmation de la dignité humaine.

12. Les trois prochains jours seront l'occasion de faire le bilan des succès obtenus et de se tourner vers l'avenir et les stratégies futures. Ceci est particulièrement important en 2015, que le Secrétaire général a très justement défini comme le temps venu pour l'action à l'échelle mondiale. L'Organisation s'attache à promouvoir une société inclusive, accessible et durable pour chacun, guidée par une vision du développement des 15 prochaines années, vision que les États Membres pourraient adopter en septembre. Le programme de développement pour l'après-2015 se fonde sur la Charte des Nations Unies qui a été élaboré à partir d'un engagement intemporel « à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine; à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ».

13. La Convention de 2006 a marqué un virage conceptuel en passant d'une problématique du handicap fondée sur la charité et la médecine à une problématique du handicap fondé sur les droits de l'homme. Ce changement indique la voie à suivre. Après avoir félicité les 154 États parties à la Convention et les 86 États parties qui ont ratifié son Protocole facultatif ou qui y ont accédé, il les invite à adopter des lois et des politiques qui donneront effet aux droits consacrés par la Convention. Ceci permettrait de traduire ces droits dans la réalité tout en offrant une base solide à une mise en œuvre axée sur les droits de l'homme des prochains objectifs du développement durable. De même, il invite les autres États à accéder à la Convention et à appliquer ses dispositions.

14. La Convention est complétée par le document final de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement de 2013 qui témoigne de la participation croissante de la société civile, notamment les organisations des personnes handicapées. Le document final offre également des orientations précises pour instaurer un plan de développement global, accessible, axé sur les droits de l'homme et l'inclusion.

15. Il se félicite de l'importance accordée à l'intégration des droits des personnes handicapées dans le programme de développement pour l'après-2015, ce qui permettra de renforcer la campagne « N'abandonnez personne au bord du chemin » et d'assurer la dignité de chacun. Il fait part de sa gratitude à tous ceux qui ont fait des propositions relatives aux objectifs de développement durable, notamment en se référant aux personnes handicapées, tout en encourageant les participants à la Conférence à travailler sur les indicateurs relatifs aux droits consacrés dans la Convention. Il s'avère essentiel de disposer des données nécessaires pour que les personnes handicapées puissent à la fois être comptées et intégrées aux efforts visant à réaliser ces objectifs.

16. La Convention devrait servir de guide pour orienter les processus mondiaux, régionaux et nationaux à venir. Les personnes handicapées sont, dans pratiquement toutes les régions du monde, celles qui souffrent le plus de l'exclusion et de l'isolement. Des mesures sont requises d'urgence pour réduire l'exclusion, l'inégalité et la discrimination.

17. Il accueille avec satisfaction la décision de la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, M^{me} Devandas Aguilar, de mettre l'accent sur le droit des personnes handicapées à avoir elles aussi des conditions d'existence adéquates. Il importe prioritairement de réduire la vulnérabilité des personnes handicapées, en redoublant d'efforts à l'égard de celles qui subissent des discriminations multiples, notamment les femmes et les filles, les jeunes défavorisés et les personnes âgées. La nouvelle vision du développement durable devrait servir de cadre à une démarche hardie, bénéficiant à tous. Chaque État devrait veiller à ce que le droit à l'éducation dans des systèmes scolaires inclusifs devienne une réalité pour tous les élèves, y compris pour les garçons et les filles souffrant d'un handicap. Il encourage les États Membres à lancer des actions concrètes sans attendre que le nouveau programme de développement soit adopté.

18. En tant qu'ancien Coordonnateur des secours d'urgence de l'Organisation des Nations Unies, il appelle l'attention sur le fait que les personnes handicapées doivent pleinement jouir des droits de l'homme en cas de catastrophes, de mouvements de réfugiés ou de situations d'urgence humanitaire. Les conclusions de la Conférence mondiale de Sendai sur la réduction des risques de catastrophe de même que

les consultations en cours avec le Sommet mondial sur l'action humanitaire ont souligné que les personnes handicapées étaient laissées pour compte de façon disproportionnée. Il ne doute pas que les États parties joueront un rôle primordial pour corriger cette situation dans tous les domaines.

19. La Conférence devrait servir à renforcer la coopération et les partenariats. Les États Membres, les secteurs public et privé, les entités du système des Nations Unies et la société civile, notamment les organisations de personnes handicapées, devraient s'unir pour appuyer la mise en œuvre de la Convention. Toutes les parties prenantes devraient réunir leurs forces pour élaborer un programme de développement pour l'après-2015 axé sur les droits et accessible aux personnes handicapées et à leurs communautés.

20. L'autonomisation des personnes handicapées et le respect de leurs droits constituent un progrès pour la société tout entière. Il est temps que cette convention historique devienne une réalité concrète pour les personnes handicapées. La qualité d'une société est déterminée en dernière analyse par la façon dont elle traite ses citoyens les plus vulnérables. Tel est le message des deux premiers mots du préambule de la Charte : « Nous, peuples ».

21. **M^{me} Cisternas Reyes** (Présidente, Comité des droits des personnes handicapées) dit que la Conférence des États parties de même que le Comité ont pour mandat de renforcer la visibilité et la nature multisectorielle du modèle des droits de l'homme pour les personnes handicapées. En outre, la formulation du programme de développement pour l'après-2015 représente une opportunité unique à laquelle toutes les parties prenantes sont invitées à participer. Elle est reconnaissante de l'appui manifesté par d'autres organes conventionnels à l'égard des déclarations du Comité sur l'importance de tenir compte des droits des personnes handicapées dans le processus du développement social. Le rapport du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable (A/68/970) a spécifiquement fait référence au handicap et aux personnes handicapées dans cinq objectifs : assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie; promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable; réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre; faire en sorte que

les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables; et renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser grâce au renforcement des capacités et au recueil et au partage des données.

22. Toutefois, des défis fondamentaux et des tâches essentielles confrontent toutes les parties prenantes. Le premier défi sera d'élaborer, d'ici à mars 2016, des indicateurs de base des droits de l'homme qui tiennent compte des personnes handicapées. Il serait incongru que le développement social continue d'être mesuré à la seule aune du PIB, en ignorant d'autres facteurs comme l'égalité, la non-discrimination, la lutte contre la corruption, la flexibilité des régimes de propriété intellectuelle et l'accès des personnes handicapées. La Convention et les normes qu'elle contient devraient servir de guide.

23. Le deuxième défi sera de présenter une perspective d'avenir et un modèle des droits de l'homme des personnes handicapées à la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba en juillet 2015, de manière à assurer un financement adéquat. Elle note que si le rapport du Groupe de travail représente une avancée notable, l'une de ses faiblesses tient à l'absence d'objectifs s'agissant des droits civils et politiques des personnes handicapées dans le cadre de l'objectif relatif à la réduction des inégalités. L'égalité devant la loi, l'égalité en matière de capacité juridique, d'intégrité physique, de protection contre la violence et les traitements cruels et inhumains sont des droits fondamentaux.

24. Il importe que le modèle des droits de l'homme des personnes handicapées soit examiné dans une réunion de haut niveau des Nations Unies à l'instar des sommets humanitaires ou sur le changement climatique. Aux neuf principaux groupes existants devrait s'ajouter un dixième groupe, celui des personnes handicapées, pour contribuer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. L'ONU devrait ouvrir la voie en matière de développement social, notamment en donnant accès à ses travaux aux personnes handicapées, conformément à la circulaire du Secrétaire général intitulée « Fonctionnaires handicapés : emploi et accessibilité au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies » (ST/SGB/2014/3). Le Comité des droits des personnes handicapées estime qu'il est essentiel de continuer de forger des liens avec

la Conférence des États parties en raison de son rôle dans les objectifs du développement durable et le programme de développement pour l'après-2015. Le Comité est prêt à coopérer avec la société civile, les entités du système des Nations Unies et les autres parties prenantes.

25. **M. Balakrishna** (Président honoraire, Réseau mondial de réadaptation communautaire) dit que, dans le monde, près d'un milliard de personnes souffrent d'une infirmité quelconque. Nombre d'entre elles sont désespérément pauvres, au point de mourir de faim. Et le moment est venu où un simple trait de plume peut leur redonner espoir. La Convention relative aux droits des personnes handicapées représente une promesse de changement profond dans la vie des personnes handicapées et sa ratification par plus de 150 pays constitue une avancée phénoménale. Néanmoins, les personnes handicapées représentent 20 % des plus pauvres dans le monde et il n'est pas suffisant de proclamer que des mesures en faveur des pauvres bénéficient à tous les pauvres. Si les personnes handicapées ne sont pas mentionnées de façon explicite dans les objectifs de développement durable, elles en seront exclues par défaut. S'il est exact que les objectifs du Millénaire pour le développement ont effectivement réduit la pauvreté dans l'hémisphère sud, les personnes handicapées ont été largement absentes des réussites proclamées. Les objectifs du développement durable donnent l'occasion de corriger cette situation.

26. Les statistiques sont claires : sur les 805 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde, 161 millions sont handicapées; sur les 750 millions de personnes n'ayant pas l'accès à l'eau potable, 150 millions sont handicapées; sur les 165 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans souffrant de malnutrition chronique, 33 millions sont handicapés; et sur les 2 millions d'enfants qui meurent chaque année de maladies évitables, 400 000 sont handicapés. Ces chiffres sont accablants et il n'y a aucun doute que les nouveaux objectifs de développement n'atteindront pas leur but si les personnes handicapées ne sont pas explicitement mentionnées. L'inclusion des personnes handicapées dans le développement profite à l'ensemble de la collectivité et fait sens sur le plan économique. Les diminutions de salaire offert aux personnes handicapées avec un faible niveau d'instruction et aux personnes qui en prennent soin coûtent chaque année, selon les estimations, au moins

54 millions de dollars au Bangladesh. À l'inverse, au Pakistan, la réhabilitation des personnes souffrant d'une cécité incurable pourrait générer chaque année, selon les estimations, une augmentation des revenus des ménages de 72 millions de dollars.

27. Il évoque l'histoire d'une famille qui survit avec un dollar par jour et dont l'un des trois enfants a besoin d'une paire de béquilles. Leur achat et le coût du trajet représentent plusieurs journées de travail, contraignant la famille à un choix pénible : laisser l'enfant sans béquilles ou souffrir de la faim plusieurs jours pour acheter les béquilles. Il demande aux délégués ce qu'ils répondraient aux millions de mères d'enfants handicapés confrontées à des situations de survie analogues : répondront-ils à la mère d'attendre encore une quinzaine d'années? Les États Membres devraient incorporer des indicateurs et des cibles au premier et au plus important des objectifs de développement durable, celui d'éliminer la pauvreté sous toutes ses formes partout dans le monde. D'un trait de plume, un simple amendement permettrait d'inclure des personnes handicapées et redonner espoir à des millions de personnes dans le monde.

Questions relatives à l'application de la Convention

a) Débat général

28. **M. Vásconez** (Équateur) dit que les récents progrès accomplis par son pays comprennent notamment la prise en compte du handicap dans la vie publique et dans la politique gouvernementale par le biais d'une visibilité accrue des personnes handicapées, la fourniture d'une assistance technique, l'accès à un logement décent et des transferts monétaires. La loi sur l'organisation des services en faveur des personnes handicapées a donné lieu à la mise en place du Secrétariat technique pour la gestion inclusive des handicaps. Le Secrétariat est responsable de la coordination des activités gouvernementales dans tous les secteurs lorsque des personnes handicapées sont affectées. Il dirige également la mise en œuvre des programmes visant à réaliser leur pleine inclusion. Ses quatre domaines d'action stratégique sont l'inclusion dans la vie productive, les personnes handicapées bénéficiant d'une assistance et d'une aide pour l'établissement de leurs plans d'action; l'inclusion dans la participation, les personnes handicapées prenant part à la vie de la communauté, renforçant de la sorte le tissu social; les mesures visant à réaliser l'accessibilité universelle; et la gestion inclusive des

risques, axée sur une sensibilisation accrue des besoins et des perspectives d'avenir des personnes handicapées dans tous les domaines de la gestion des risques de catastrophe.

29. Le handicap figure en bonne place dans le programme de développement national, car ses objectifs ne peuvent être atteints sans prendre en compte les droits, les besoins et l'avenir des personnes handicapées, et c'est pourquoi la politique nationale relative au handicap comporte des stratégies d'intégration des personnes handicapées dans la communauté et la nation. Les pays en développement sont capables de prendre des décisions en faveur de l'inclusion et devraient recourir à des mécanismes de mobilisation comme la coopération Sud-Sud.

30. **M^{me} Wagner** (Nouvelle-Zélande) dit que l'accent placé sur l'inclusion des personnes handicapées dans le programme de développement pour l'après-2015 est crucial pour assurer que le programme bénéficie à tous les groupes de population du monde. Les personnes handicapées sont particulièrement vulnérables dans les situations de conflits et la Nouvelle-Zélande, en tant que membre du Conseil de sécurité, a notamment plaidé pour la protection des populations civiles dans les situations de conflit, en particulier des personnes handicapées.

31. L'importance croissante des droits des personnes handicapées a été favorisée par la création du Groupe des personnes handicapées autochtones dans le cadre de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones et la reconnaissance graduelle au sein de la région Pacifique de la nécessité de ratifier la Convention et de la mettre en œuvre. L'accent progressivement mis sur les femmes handicapées est également le bienvenu. Les personnes handicapées sont les plus expertes en matière de mise en œuvre de la Convention. Le plan d'action relatif au handicap 2014-2018 de la Nouvelle-Zélande a été conçu conjointement par des personnes handicapées et des organismes gouvernementaux, tandis que la Coalition pour la Convention, constituée par un groupe d'organisations représentant les personnes handicapées, a été intégrée dans le mécanisme indépendant de suivi et d'évaluation.

32. Le Gouvernement prend des mesures afin que les personnes handicapées puissent jouir des mêmes possibilités de trouver un emploi aussi valorisant que pour les autres Néo-Zélandais, tout en modifiant les modalités de prestations en faveur des personnes

handicapées pour leur donner les plus grandes possibilités de choix et de contrôle.

33. **M^{me} Ifill** (Barbade) dit que son gouvernement a mis en place, en juillet 2014, le Comité national du suivi des droits des personnes handicapées. Les membres du Comité, dotés de compétences techniques diverses, ont examiné le projet de loi dans les domaines de la discrimination, fixant des normes de construction des immeubles et de la sécurité routière dans le but d'améliorer la vie des personnes handicapées. Un forum très important réunissant les parties prenantes réexaminera à son tour le projet de loi et formulera des recommandations

34. La réduction de la pauvreté passe par l'autonomisation. L'intégration du handicap exige une approche intersectorielle et un changement de paradigme. Néanmoins, en raison d'une capacité statistique trop faible, les données fiables sur le handicap sont peu nombreuses. Les efforts pour réduire la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion doivent être intensifiés, notamment en reformulant le cadre de la politique sociale qui oriente le développement social et les interventions. La participation des personnes handicapées est encouragée à tous les niveaux.

35. **M. Al-Hussein** (Jordanie) dit que les catastrophes naturelles et les conflits sont cause de désespoir et de destruction et dans la majorité des cas laissent indigents les innocents et les personnes démunies ou infirmes. Dans les situations d'urgence humanitaire, de nombreux êtres humains doivent affronter une nouvelle réalité : vivre avec une infirmité. La responsabilité incombe aux États parties à la Convention de donner davantage de visibilité au handicap et de transformer les expériences des personnes handicapées. Le programme de développement pour l'après-2015 offre précisément cette opportunité. Les objectifs proposés de développement durable sont bons, mais un objectif séparé consacré exclusivement au handicap est nécessaire à l'intégration du handicap dans le développement. Les objectifs de développement durable devraient également être clairs. Si les objectifs sont trop vagues, il existe un risque accru que les personnes handicapées soient marginalisées ou que les objectifs soient mal interprétés. Dans la plupart des pays, les personnes handicapées ont attendu longtemps des résultats tangibles et ne se contenteront pas de nobles objectifs purement théoriques. La Convention promet que les personnes handicapées pourront jouir pleinement et sur un pied d'égalité de tous les droits de

l'homme et de toutes les libertés fondamentales et que leur dignité inhérente sera respectée.

36. **M. Atttila** (Sierra Leone) dit que la maladie du virus Ebola continue de freiner les efforts pour faire de la Sierra Leone une société respectueuse des personnes handicapées. En dépit d'Ebola, la Sierra Leone a manifesté son engagement envers les instruments des droits de l'homme, traités et conventions, en mettant un accent particulier sur la présente convention. Une loi sur les personnes handicapées a été adoptée en 2011 et la Commission nationale des personnes handicapées a élaboré un plan quinquennal ans pour guider la mise en œuvre des activités et programmes dans le domaine du handicap. Les questions relatives au handicap ont été intégrées à la phase pilote du recensement national et la nouvelle politique de l'éducation impose la présence de rampes et autres dispositifs appropriés dans tous les établissements de l'enseignement public. De même, la nouvelle politique électorale nationale relative au handicap promeut la participation des personnes handicapées dans les processus électoraux et les programmes de protection sociale contiennent des dispositions en faveur des personnes handicapées.

37. La maladie due au virus Ebola a eu un impact économique, social et humanitaire incommensurable et le choc asséné aux groupes vulnérables a été particulièrement violent. Les mesures de protection sociale adoptées en conséquence par le Gouvernement ont non seulement amorti les effets de la pauvreté, mais ont également permis aux groupes vulnérables de sortir de la pauvreté. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait être fondé sur les principes essentiels d'égalité pour fournir un cadre universel, inclusif et accessible. À cette fin, les États, petits ou grands, devraient participer à la création d'un environnement propice assorti de ressources. Les partenaires du développement devraient par conséquent fournir à la fois une assistance financière et technique sous la forme de détachement d'experts dans des domaines spécialisés tels que des formateurs en langage des signes ou en orientation et mobilité. On espère que le handicap sera inclus de façon explicite dans le programme de développement pour l'après-2015 en vue d'un développement pour tous.

38. **M^{me} Bentele** (Allemagne) dit que l'Allemagne a fait des progrès notables. En mars 2015, le Comité des droits des personnes handicapées a examiné le rapport initial de l'Allemagne et a formulé plus de 60 recommandations. La Convention a suscité un débat au

sein de la société allemande sur la manière dont les personnes non handicapées et handicapées devraient vivre ensemble, notamment dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi et de l'aménagement des espaces publics. Dans ce secteur, le projet le plus important comprend l'adoption d'une loi fédérale sur la participation dont l'objectif est d'aider les personnes handicapées à devenir autonomes; l'amendement à la loi sur l'égalité des chances des personnes handicapées porte sur des mesures telles que la création d'un organe de médiation pour régler les affaires de discrimination et l'élaboration d'un plan d'action sur la mise en œuvre de la Convention au niveau national ainsi que dans la coopération allemande au développement, en consultation avec des personnes handicapées.

39. **M^{me} Baralt** (Suède) a eu un premier dialogue à la fois très stimulant et utile avec le Comité en avril 2014. Le Gouvernement suédois attache une grande importance à la Convention et jette les bases d'une nouvelle stratégie sur le handicap fondée sur la Convention et les observations finales du Comité. Certaines des mesures concrètes mises en œuvre par le Gouvernement sont issues des recommandations du Comité, notamment le lancement par l'Agence suédoise pour la participation d'une campagne d'information sur les droits des personnes handicapées en vue de prévenir la discrimination. L'accessibilité physique à elle seule ne suffit pas pour assurer aux personnes handicapées la pleine jouissance des droits de l'homme. Le droit au travail, sur la base de l'égalité avec les autres, conformément à l'article 27 de la Convention, constitue un sujet de préoccupation particulier, car le travail est la clef de l'inclusion et de la participation dans la société.

40. Elle a rappelé les engagements figurant dans le document final de la Réunion de haut niveau sur le handicap, notamment l'importance de faire participer des personnes handicapées à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi du programme de développement pour l'après-2015. Le nouveau programme devrait produire des résultats au bénéfice de tous et renforcer l'obligation de rendre des comptes. Personne ne devrait être abandonné au bord du chemin. La capacité d'évaluer les besoins et d'analyser les obstacles, de mesurer les progrès accomplis et de prévoir les problèmes est indispensable. À cet effet, la cohérence du cadre de suivi s'avère cruciale. Les données statistiques ventilées selon les handicaps et le sexe

doivent être disponibles pour répondre aux besoins des femmes, des hommes, des garçons et des filles souffrant d'un handicap. Les délégations devraient tirer parti de la Conférence pour unir leurs forces et examiner de façon plus approfondie comment parvenir à réaliser ces objectifs.

41. La Suède se félicite de la participation de la nouvelle titulaire de mandat au titre des procédures spéciales, la Rapporteuse spéciale sur les droits des personnes handicapées, aux préparatifs du nouveau programme international de développement. Sa délégation attend avec intérêt le Sommet des Nations Unies consacré à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 tout en soulignant l'importance d'un processus incluant le handicap pour réaliser un programme pour l'après-2015 qui soit réellement inclusif.

42. **M. Ackon** (Ghana) dit qu'après avoir ratifié la Convention, son gouvernement a lancé des actions face aux défis rencontrés par les personnes handicapées qui représentent 3 % de la population. De façon plus précise, il vise à créer l'environnement adéquat leur permettant de développer pleinement leur potentiel et de participer au développement du pays. La loi n° 715 de 2006 sur les personnes handicapées fournit le cadre légal pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées tout en créant le Conseil national des personnes handicapées qui a notamment pour fonction d'élaborer les politiques et les programmes pour en faciliter l'application.

43. Les personnes handicapées sont intégrées dans les stratégies nationales de protection sociale et de réduction de la pauvreté. Dans le cadre du programme de revenus de subsistance contre la pauvreté, plus de 23 000 personnes handicapées ont bénéficié de transferts en espèces et, en 2013, plus de 1,5 million de dollars ont été déboursés en faveur des personnes enregistrées à l'assurance maladie nationale, bénéficiant ainsi de la gratuité des soins de santé. Par le biais du Fonds commun des assemblées de district, contrôlé de façon indépendante par le Conseil des personnes handicapées, le Ghana octroie 2 % de l'ensemble de ses revenus aux personnes handicapées les plus vulnérables dans les circonscriptions, leur donnant accès à l'éducation, aux soins de santé, à la formation et aux appareillages spécialisés. Le Gouvernement coopère également avec la Fédération ghanéenne des personnes handicapées dans toute une

série de programmes pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

44. Le Conseil a également collaboré avec le Ghana Investment Fund for Electronic Communications dans la mise en œuvre d'un projet pilote sur l'emploi des personnes handicapées qui offre une formation en matière de technologies de l'information et de la communication pour augmenter leurs possibilités d'obtenir un emploi décent. Toutes les personnes handicapées au Ghana sont enregistrées dans une base de données servant de base à la conception des programmes. Le Conseil mène également une campagne de sensibilisation et d'information pour lutter contre les croyances et attitudes culturelles négatives à l'égard des personnes handicapées.

45. Les efforts de l'État pour lutter contre le défi de l'exclusion des personnes handicapées, notamment les femmes et les filles dans l'enseignement, comprennent notamment la gratuité de l'éducation fondamentale et des établissements d'éducation spéciale dans l'enseignement secondaire et tertiaire pour assurer une expérience éducative positive. En outre, le Gouvernement a mis en place des écoles d'éducation spéciale à l'intention des enfants trop handicapés pour fréquenter l'enseignement formel. La Division de l'éducation spéciale au sein du Ministère de l'éducation, avec l'assistance du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, a lancé un programme pilote et élaboré une politique d'éducation inclusive en vue de permettre aux enfants marginalisés d'entrer dans l'enseignement formel. Conformément à la loi n° 715 de 2006, nombre d'établissements publics ont installé des rampes et des ascenseurs et offert du matériel de lecture dans un format accessible tandis que la traduction en langage des signes est généralisée dans les manifestations publiques et dans le journal parlé à la télévision.

46. Outre les multiples mesures mises en œuvre pour protéger et promouvoir les droits des personnes handicapées, le Gouvernement, qui compte un ministre malvoyant parmi ses membres, fait tout ce qui est en son pouvoir pour modifier les perceptions et les attitudes négatives persistantes à l'égard du handicap et des personnes handicapées. Il s'efforce également de pallier le manque critique de ressources financières et techniques qui perpétue les déficiences de l'environnement bâti. Le Gouvernement a l'intention d'améliorer l'accessibilité physique, de former des interprètes au langage des signes, de fournir davantage

de documents accessibles tout en élaborant des normes d'accessibilité. Il continuera de soutenir la pleine jouissance des droits des personnes handicapées et instaurera à cet effet des partenariats tant nationaux qu'internationaux avec les parties prenantes, en particulier avec le secteur privé et la société civile, en vue de réaliser les objectifs de la Convention.

47. **M. Verma** (Inde) dit que la Constitution indienne garantit l'égalité, la liberté, la justice et la dignité à chacun. Ceci implique une société inclusive pour tous, notamment les 26,8 millions de personnes handicapées. L'article 41 de la Constitution est particulièrement pertinent à cet égard, car il consacre le droit au travail, à l'éducation et à l'aide de l'État en cas de chômage, de vieillesse, de maladie ou de handicap.

48. Pour appliquer cette politique et assurer l'égalité des chances, la protection des droits des personnes handicapées et leur participation sociale dans le cadre de la loi de 1995 sur les personnes handicapées (égalité des chances, protection des droits et pleine participation), l'Inde a créé le Comité central de coordination, un mécanisme pour une action coordonnée ciblant des personnes handicapées et les prestations qui leur sont dues. Des efforts conjoints ont permis de développer une large infrastructure aux niveaux national, régional et de district, sous forme d'institutions variées et de centres de réadaptation dispensant des cours de formation pour répondre aux besoins des personnes handicapées. Le Gouvernement a créé divers instituts nationaux spécialisés dans différents types de handicap et nombre de centres régionaux polyvalents pour personnes handicapées de manière à promouvoir la recherche et la formation tout en prestant des services aux personnes handicapées. Il met actuellement en place de nouveaux centres nationaux d'excellence spécialisés dans les domaines pertinents.

49. Le Gouvernement promeut également la recherche et le développement concernant divers aspects du handicap, notamment les services, les modèles et programmes, le plaidoyer, les interventions précoces, l'éducation, la formation professionnelle et une vie d'adulte autonome. Il conduit également des recherches appliquées pour améliorer la qualité de vie des personnes handicapées, des études critiques sur le handicap ainsi que sur la prévention et la prévalence des handicaps en y intégrant la dimension des droits de l'homme et ses aspects juridiques, économiques et sociaux. En outre, le Gouvernement met en œuvre une

série de programmes dans le cadre du septième plan quinquennal de développement; il a lancé un programme d'action national pour dispenser des cours de formation professionnelle, en partenariat avec diverses parties prenantes, visant 2,5 millions de personnes handicapées d'ici à 2022. En outre, il a lancé une campagne nationale de grande envergure portant principalement sur l'accès universel au sein de l'environnement bâti ainsi que sur les systèmes de transport, d'information et de communication.

50. L'État a octroyé une assistance financière directe aux personnes handicapées, par le biais de programmes leur fournissant des dispositifs perfectionnés pour améliorer l'accessibilité ainsi qu'une assistance à des organisations non gouvernementales actives dans le domaine de la réadaptation, de l'éducation et de la formation professionnelle. En outre, une initiative majeure a été lancée pour accroître la sensibilisation au vécu des personnes handicapées et à leurs droits. En vue d'adapter la législation nationale aux dispositions de la Convention, la nouvelle loi sur les droits des personnes handicapées a été soumise au Parlement. Son entrée en vigueur permettra notamment de renforcer les droits des personnes handicapées et de les protéger contre la discrimination; de faciliter leur intégration et leur accès aux soins médicaux; et de consolider les mécanismes répressifs. L'Inde demeure fermement engagée en faveur d'un environnement permettant aux personnes handicapées de jouir de leurs droits sur un pied d'égalité avec les autres et de réaliser tout leur potentiel. Il ajoute que le rapport de pays initial sera bientôt soumis au Comité en application de l'article 35 de la Convention.

51. **M^{me} Bogopane-Zulu** (Afrique du Sud) déclare que la réduction des inégalités et l'éradication de la pauvreté chez les personnes handicapées et leur famille sont une tâche qui doit être partagée. Elle ne saurait être la seule responsabilité des États parties, de quelques départements ministériels, d'organisations, de familles et de communautés de personnes handicapées.

52. En tant que société démocratique où les personnes handicapées sont des citoyens égaux et disposant des mêmes droits, l'Afrique du Sud a adopté un certain nombre de mesures globales en matière de sécurité sociale en vue d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir l'égalité pour tous en termes de résultats. Les citoyens et résidents indigents ont accès à des logements subventionnés à la vente ou à la location et les personnes handicapées ont accès à une subvention

supplémentaire basée sur des aménagements fonctionnels raisonnables. De surcroît, tous les logements ont accès à l'eau courante, aux installations sanitaires et aux services municipaux. Tous les enfants handicapés âgés de moins de 6 ans bénéficient de la gratuité des soins de santé, y inclus les services de réadaptation et d'appareillages spéciaux.

53. L'État verse une indemnité mensuelle de handicap en espèces à la fois aux adultes et aux enfants handicapés, y inclus les anciens combattants. Les personnes qui prodiguent des soins aux personnes handicapées perçoivent également une indemnité. Lorsqu'il existe des transports en commun, les personnes handicapées bénéficient d'un accès subventionné. Les étudiants handicapés indigents inscrits dans les établissements d'enseignement universitaire ou de formation professionnelle ont accès à une très vaste gamme de subsides pour des aménagements raisonnables, notamment des appareillages spéciaux, des technologies fonctionnelles et des aides personnelles. Les institutions d'enseignement supérieur offrent également un appui dans ce domaine. Les contribuables handicapés ou les personnes à leur charge peuvent demander un rabais sur toutes les dépenses associées au handicap. De plus, les politiques de discrimination positive protègent contre la discrimination les personnes handicapées à la recherche d'un emploi ainsi que celles qui sont déjà employées et assurent leur accès à des aménagements raisonnables.

54. Davantage d'efforts sont requis pour augmenter la couverture géographique de ces diverses possibilités et lutter contre les marginalisations multiples vécues par certains groupes. Davantage d'efforts sont également nécessaires pour veiller à ce que les personnes handicapées connaissent leurs droits et ce qui leur est dû et où et comment réclamer réparation. Le Conseil des ministres devrait incessamment approuver la politique nationale des droits des personnes handicapées, ce qui représentera une avancée majeure dans la transposition de la Convention dans le droit national, pour ensuite donner lieu à l'élaboration d'une législation qui assurera le droit à l'égalité, à la dignité et à l'autonomie. Elle renforcera la gouvernance et les systèmes administratifs et offrira une plateforme pour réexaminer la législation existante et élaborer de nouvelles lois. Elle renforcera l'obligation de rendre des comptes ainsi que l'application effective des droits.

55. Elle exprime sa gratitude à l'Organisation des Nations Unies et à ses organismes pour leur constant appui technique et financier qui a permis à l'Afrique du Sud de consolider sa politique, sa législation, son budget ainsi que ses instruments de suivi et d'évaluation, dans le but d'accélérer l'égalité des personnes handicapées en termes de résultats. Elle invite les délégations présentes à offrir leur appui à la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme le 13 juin. Les citoyens albinos ont besoin d'une protection individuelle et collective. Ceci leur permettrait de se sentir en sécurité, de mettre un terme aux discours haineux et de faciliter leur accès aux services de santé et d'éducation et à l'emploi. L'Afrique du Sud appuie les objectifs de développement durable tels qu'ils figurent actuellement sous forme d'avant-projet et lance un appel en faveur de l'action collective et de la nécessité de rendre des comptes en vue d'assurer que les intérêts et les droits des personnes handicapées soient protégés et promus dans le programme de développement pour l'après-2015.

56. *M. Guilherme de Aguiar Patriota (Brésil), Vice-Président, prend la présidence.*

57. **M^{me} Ungureanu** (Roumanie) dit que 2015 a été une année d'opportunités et qu'il ne faut ménager aucun effort pour assurer l'adoption d'un programme de développement transformateur pour l'après-2015 qui orientera les politiques et les activités de développement durant les 15 prochaines années. Vu l'objectif de n'abandonner personne au bord du chemin, il importe de prêter attention aux personnes handicapées qui, dans de nombreux cas, sont sujettes à de multiples formes de discrimination. La Roumanie met en œuvre les dispositions de la Convention en tenant compte des liens entre le handicap, la pauvreté, l'inégalité et l'exclusion pour mieux surmonter ces obstacles. À cette fin, le Gouvernement a adopté des mesures pour renforcer sa capacité administrative en créant, en février 2015, l'Autorité nationale pour les personnes handicapées comme organe spécialisé responsable de la promotion, de la protection et du suivi de la mise en œuvre de la Convention.

58. Des efforts notables ont été déployés pour intégrer la lutte contre la discrimination fondée sur le handicap et promouvoir l'égalité des chances et l'égalité d'accès aux services dans toutes les stratégies nationales et sectorielles affectant les personnes handicapées. De telles stratégies, qui ont porté sur des

questions comme les droits des enfants, l'éducation, l'inclusion sociale, les soins de santé, l'accessibilité et l'emploi, se trouveraient renforcées par des actions spécifiques. La première stratégie nationale fondée sur la Convention, intitulée « Une société sans obstacles pour les personnes handicapées » couvrant la période 2015-2020, a été élaborée dans ce contexte, avec la précieuse collaboration de personnes handicapées et de leurs organisations. L'un des engagements pris dans le cadre de la stratégie nationale a été la création d'un réseau de services communautaires non résidentiels en vue de favoriser l'autonomie des personnes handicapées, dans le respect de leurs droits, tout en évitant la ségrégation. La Roumanie à l'heure actuelle détermine des échéances et les actions requises pour passer d'un système fondé sur les soins institutionnalisés à un système de soins communautaires. Les autorités locales seront encouragées à élaborer leurs projets de services communautaires.

59. Un plan national consacré aux questions d'accessibilité dans l'environnement physique, à l'information et la communication proposera des aménagements raisonnables et financera des recherches dans le domaine des équipements d'aide et des technologies. En outre, le Gouvernement élaborera des politiques pour relever le taux relativement faible d'emploi des personnes handicapées. De telles politiques sont également pertinentes pour le succès du développement durable et de sociétés inclusives. Il importe de voir dans les personnes handicapées non seulement des bénéficiaires, mais également des agents du développement.

60. **M^{me} Caruana** (Malte) déclare que le changement incroyable de paradigme provoqué par l'adoption de la Convention et de son Protocole facultatif a entraîné un effet de dominos sur toutes les institutions importantes, favorisant le passage d'une approche médicalisée du handicap à une approche sociale élargie, fondée sur les droits. Malte a tenté de suivre ce modèle adopté par les Nations Unies en plaçant les droits des personnes handicapées au premier rang de son ordre du jour et en rassemblant toutes les parties prenantes, avec les personnes handicapées comme protagonistes.

61. Pendant deux ans, Malte a amélioré sa prestation de services. Le Gouvernement a promulgué de nouvelles lois et renforcé le cadre légal existant afin d'assurer que les personnes handicapées jouissent des mêmes droits et des mêmes possibilités que les autres

ainsi que pour fournir des instruments pour lutter contre la discrimination qui aggrave encore la situation des personnes handicapées et de leur famille. La loi sur l'égalité des chances (personnes handicapées) de 2000 est actuellement réexaminée tandis que la loi sur les personnes handicapées (emploi) de 1969 a été renforcée par le biais d'incitants offerts aux employeurs et aux personnes handicapées réticentes à entrer sur le marché du travail. Le Gouvernement a mis en œuvre la loi de 2012 sur les tutelles et la loi gouvernant les trusts et les fondations. Il a également promulgué une loi sur la représentation dans les organes de décision. En juin 2015, le Conseil des ministres a approuvé une loi pour transposer la Convention et son Protocole facultatif dans la législation nationale, fournissant de la sorte un cadre solide pour protéger de la discrimination et pour un recours devant la Cour constitutionnelle, en sus des voies de recours et des systèmes de suivi existants.

62. Les personnes handicapées éprouvent néanmoins de grandes difficultés à trouver un emploi et sont parmi les plus vulnérables face aux défis sociaux et autres défis. La stratégie nationale sur le handicap qui doit être lancée fin juillet 2015, fondée sur la politique nationale sur le handicap, a été conçue pour protéger les personnes handicapées contre la discrimination, les sévices et les mauvais traitements ainsi que pour renforcer les services d'appui. Le Gouvernement commence à réunir les données nécessaires pour déterminer et suivre les besoins de ce groupe de population. En l'absence de ces données, il ne peut y avoir de progrès. La base de données nationale sera une source importante de renseignements pour élaborer des politiques fondées sur des recherches.

63. Pour que personne ne soit abandonné au bord du chemin, il est vital de continuer à rechercher un programme de développement pour l'après-2015 qui soit réactif et inclusif tout en veillant à assurer la transparence de toutes les institutions. Le Gouvernement maltais a pris l'engagement de maintenir et d'améliorer le niveau de vie et la qualité de vie des personnes handicapées et d'assurer une société équitable à l'égard de chacun.

64. **M. Katopola** (Malawi) dit que la Convention offre une perspective globale nouvelle sur le handicap à la fois comme un droit et un facteur dans le développement et la contribution des personnes handicapées à la croissance devrait être reconnue. L'inclusion d'objectifs spécifiques associés au

handicap dans le programme de développement pour l'après-2015 aiderait tous les États Membres à porter leur attention sur le handicap dans des termes plus concrets tout en leur donnant l'occasion d'élargir le débat des niveaux national et international aux niveaux régional et continental. Le rôle des commissions régionales devrait également être renforcé. Les organisations de personnes handicapées devraient participer à chacun de ces processus. Outre les garanties constitutionnelles qui protègent les personnes handicapées, la loi sur le handicap du Malawi adoptée en 2012 a pour but de transposer la Convention dans la législation nationale et de veiller notamment à ce que les personnes handicapées jouissent des mêmes chances que les autres. Le Ministère chargé des questions liées au handicap poursuit notamment les actions suivantes : élaboration d'une stratégie nationale visant à intégrer les personnes handicapées; mise en place d'institutions nationales, notamment le Comité national de coordination sur l'invalidité; renforcement des capacités sectorielles au moyen de cours de formation sur l'intégration des personnes handicapées; élaboration d'un plan national multisectoriel en faveur des enfants handicapés; et incorporation des questions en émergence dans la politique nationale pour l'égalité des chances des personnes handicapées.

65. Néanmoins, la mise en œuvre des politiques et programmes en faveur des personnes handicapées rencontre des obstacles, notamment les violations flagrantes des droits de l'homme des albinos. Le Président a été le premier à condamner ces atrocités. Un comité national multisectoriel a été créé pour mettre en place un plan d'intervention stratégique comprenant notamment la sensibilisation à l'éducation; le renforcement de la sécurité intérieure; des enquêtes; le renforcement de l'administration de la justice et de l'aide aux victimes; l'application rigoureuse de la loi sur le trafic d'organes; et le renforcement des associations d'albinos, avec l'appui des partenaires du développement dans certains cas. Son gouvernement a achevé son rapport initial et son second rapport sur la mise en œuvre de la Convention et les soumettra au Comité le moment venu.

66. **M. Nyitrai** (Hongrie) dit que son pays est parmi les premiers à avoir ratifié la Convention et que des experts hongrois hautement qualifiés ont participé aux travaux du Comité dès le début. La Convention devrait être davantage qu'une simple norme juridique et devrait faire en sorte que les questions de handicap

soient bien connues du grand public. En Hongrie, le programme national sur le handicap pour la période 2015-2025 a été récemment adopté à une large majorité par l'Assemblée nationale et son plan d'action est en voie d'élaboration. La Hongrie a formulé des politiques sur le handicap basées sur la Convention, notamment la loi sur le langage des signes, l'instauration de la prise de décisions accompagnée, la création de programmes universitaires sur l'autisme, le seul de ce genre en Europe, et une stratégie de désinstitutionalisation visant à faire sortir 4 000 personnes d'établissements médicalisés en faveur de logements communautaires. La Convention a montré comment des politiques concernant le handicap pourraient être conduites à l'avenir et le Gouvernement continuera d'accorder la priorité aux questions de handicap.

67. **M. Choi Jong-kyun** (République de Corée) dit que son gouvernement cherche à mettre en place une approche axée sur les droits de l'homme reconnaissant les personnes handicapées comme sujets de droit. De façon plus précise, il se propose d'appliquer une approche axée sur les droits de l'homme aux politiques de réduction de la pauvreté en octroyant une aide financière aux individus et familles à faible revenu. Personnalisé, le système reflétera la situation des groupes vulnérables, notamment les personnes handicapées. Le Gouvernement a également inclus une allocation d'invalidité dans le régime des pensions et ne ménagera aucun effort pour favoriser l'autonomie de tous ceux qui sont en mesure de travailler. À cet effet, le Gouvernement a élargi les subventions à l'emploi des personnes handicapées. Des données statistiques ventilées par type de handicap sont recueillies dans des enquêtes nationales et utilisées pour appliquer la stratégie adoptée par les États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique.

68. **M^{me} Maciejewska** (Pologne) dit que le programme de développement pour l'après-2015 met à juste titre l'accent sur l'intégration et la cohésion sociale sans discrimination. L'éducation, l'emploi et la santé sont des conditions indispensables pour participer pleinement à la société, mais un changement d'attitudes s'avère tout aussi nécessaire. En Pologne, des images plus positives se sont fait jour, largement grâce aux efforts des personnes handicapées elles-mêmes. Les programmes pour faciliter la pleine participation des personnes handicapées ont été

financés par les employeurs, l'État et l'Union européenne. Sur la base d'une grande expérience d'intégration au travail, la Pologne s'attachera maintenant à renforcer les compétences sociales et l'accès à l'information et aux services grâce à Internet. La participation des organisations de personnes handicapées dans la planification et la mise en œuvre des projets qui les affectent en constituent le principe clef. Les autorités s'appuient également sur les organisations non gouvernementales (ONG) au niveau local, qui représentent des personnes handicapées, pour organiser les activités et contribuer à l'élaboration des nouvelles lois. La société civile sera la fondation sur laquelle s'appuiera la réalisation des objectifs du programme de développement pour l'après-2015.

69. **M. Ferreira** (Brésil) dit que son gouvernement a obtenu un succès considérable dans la mise en œuvre de la Convention par le biais d'un plan national mobilisant 15 ministères et allouant près de 3 milliards de dollars à l'éducation, à la santé, à l'inclusion sociale et à l'accessibilité. Plus de 15 000 classes multifonctionnelles d'éducation spécialisée ont été mises en place. Plus de 2 300 autocars assurent le transport de 60 000 élèves handicapés et plus de 600 interprètes brésiliens en langage des signes ont été recrutés. Quelque 117 centres spécialisés de réadaptation ont été certifiés et 6 000 professionnels de la santé buccodentaires ont été formés pour soigner les personnes handicapées. Des instructeurs de chiens guides ont été formés à travers tout le pays et diverses politiques d'allègement fiscal profitent aux personnes handicapées. De nouveaux objectifs sont en voie d'être définis et le Brésil aspire à être reconnu comme un pays placé sous le signe de l'égalité, de la justice, des opportunités, du développement durable et de la protection sociale.

70. **M. Lambertini** (Italie) déclare qu'il ne peut pas y avoir de société inclusive ou de développement durable sans autonomisation des personnes handicapées. Promouvoir leur participation au développement économique, social et culturel dès lors n'est pas seulement un impératif moral, mais un choix avisé. Après avoir ratifié la Convention, l'Italie a créé un observatoire national qui a demandé aux principales parties prenantes de donner suite à la Convention au moyen d'un mécanisme de suivi. Le handicap est un domaine important de la coopération internationale de l'Italie. Le plan d'action national sur le handicap a été élaboré en consultation avec la société civile et dans le

cadre de l'aide publique au développement. Il comporte cinq axes principaux, à savoir politiques et stratégies; conception de projets inclusifs; accessibilité de l'environnement, des biens et services; aide humanitaire dans les situations d'urgence, notamment aux personnes handicapées; et recours aux meilleures pratiques des organisations de la société civile et du secteur privé en matière de handicap. Le plan d'action identifie également les priorités géographiques. Il met un accent particulier sur le partage des connaissances et de la formation. Le programme de développement pour l'après-2015 devrait tenir compte des vues et des besoins des personnes handicapées en veillant à l'inclusion sociale et politique de tous.

71. **M^{me} Yparraguirre** (Philippines) dit que la Constitution des Philippines attache de la valeur à la dignité de chaque personne et garantit le respect de tous les droits de l'homme. Le plan national des droits de l'homme a intégré ceux-ci dans tous les aspects de la vie nationale et reflète l'obligation de protéger les droits de l'homme des groupes les plus vulnérables, notamment les personnes handicapées. De surcroît, des mesures ont été adoptées pour autonomiser ces groupes vulnérables au moyen de politiques visant à augmenter leur participation et leur intégration dans la société. Le Conseil national sur les questions de handicap collabore avec les organismes du Gouvernement, les autorités locales, les ONG et les organisations représentatives des personnes handicapées pour instaurer des structures locales responsables de la formulation des politiques de suivi et d'évaluation de l'application des lois pertinentes sur le handicap au niveau local. Le Conseil organisé à cet effet 33 structures fonctionnelles et a formé plus de 500 dirigeants locaux et des parties prenantes dans les domaines de la législation, des politiques et programmes concernant le handicap.

72. Les comités régionaux chargés des questions de handicap transposent la législation nationale dans des programmes et services en faveur des personnes handicapées au niveau local, de manière à renforcer leurs capacités de participer aux activités économiques et sociales au sein de leurs communautés. Les nouvelles prestations pour les personnes handicapées comprennent notamment une réduction de 20 % sur les voyages en avion à l'intérieur du territoire, sur les hôtels, les restaurants, les centres de loisirs et sur les médicaments. Les personnes handicapées ne devraient pas être négligées dans le programme de

développement pour l'après-2015, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation et de l'emploi. Elles devraient être autonomisées pour devenir des agents du développement dans le programme pour l'après-2015.

73. **M^{me} Wong Kuan Ying** (Singapour) dit que les droits des personnes handicapées devraient être pris en compte dans le programme ambitieux de développement pour l'après-2015 et refléter les objectifs de développement durable. À Singapour, le plan-cadre pour l'autonomisation des personnes handicapées fournit des lignes directrices pour édifier une société inclusive dans laquelle les personnes handicapées sont pleinement intégrées et en mesure de réaliser tout leur potentiel. Néanmoins, ce plan ne constitue qu'une première étape et des systèmes d'appui sont nécessaires pour sa mise en œuvre. Le Open Door Fund subventionne les coûts encourus par les employeurs pour recruter, former des personnes handicapées et leur confier des tâches appropriées. Les systèmes de crédit pour l'emploi ont été élargis aux personnes handicapées et aux employeurs, indépendamment de l'âge, et ont bénéficié à des milliers de personnes.

74. Le Gouvernement a réservé 3 millions de dollars en subventions pour aider les sociétés de transport à couvrir les frais d'achat des autocars, des camionnettes et d'équipements pour faciliter l'accessibilité des personnes handicapées à mobilité réduite. En outre, tous les bus publics doivent être accessibles aux fauteuils roulants d'ici à 2020. Les personnes qui souffrent d'une perte auditive peuvent aujourd'hui avoir accès à des appareils auditifs, les auditoriums et salles de concert étant tenus de les mettre à disposition. Le Code de la construction exige l'utilisation du braille et d'informations tactiles. Pour rendre la technologie fonctionnelle plus abordable, la couverture du fonds du Gouvernement pour les appareillages spécialisés sera élargie à toutes les personnes handicapées, sans considération d'âge ou de but. Singapour a adopté une approche pragmatique axée sur les résultats pour édifier une société intégrant les personnes handicapées. Singapour soumettra bientôt au Comité son rapport initial.

75. **M. Corporán** (République dominicaine) dit que la prise en compte du handicap devrait être intégrée dans le programme de développement pour l'après-2015 et que les politiques en faveur de l'inclusion devraient être renforcées. La République dominicaine a

récemment soumis son rapport initial au Comité et a doublé l'allocation du budget national destinée à l'agence gouvernementale chargée de la mise en œuvre de la Convention. L'Office national de la statistique a mené sa première enquête sur les indicateurs sociaux, économiques et environnementaux des personnes handicapées et de leur famille. En général, les politiques ont été remaniées pour inclure les personnes handicapées et leurs enfants. Les nouveaux programmes du Gouvernement comprennent notamment un programme visant à faire mieux connaître leurs besoins auprès des acteurs et gestionnaires locaux des 72 municipalités et communautés, avant de l'étendre ensuite. De même, le Ministère de l'éducation organise des cours d'alphabétisation pour des milliers de personnes handicapées.

76. La terminologie utilisée dans la Convention pour désigner des personnes handicapées est disséminée au moyen de campagnes de sensibilisation à l'échelon national et régional. En même temps, la législation nationale est mise en conformité avec la Convention, la Constitution dominicaine et la loi n° 5-13. Des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'accessibilité universelle, notamment dans le secteur du tourisme, et la première Conférence sur le tourisme accessible en Amérique latine et les Caraïbes se tiendra à Saint-Domingue en juillet 2015, à la fois sur les défis, les avantages comparatifs et les bénéfices escomptés sur le plan économique. Le tourisme accessible est inclusif parce qu'il attire les personnes âgées, les femmes enceintes, les familles avec des enfants en bas âge et les touristes médicaux. Des audioguides ont été mis à disposition dans les musées et la partie de la ville remontant à l'ère coloniale est en voie d'être restaurée de façon à la rendre plus accessible à tous les visiteurs. Les destinations touristiques telles que les plages et les caves ont été certifiées comme étant accessibles. Le tourisme accessible constitue un excellent instrument pour mettre en œuvre la Convention dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, car il intègre le développement social, économique et environnemental avec les droits de l'homme.

La séance est levée à 13 h 10.